

La France n'est pas connue pour être une ardente défenderesse du libéralisme et l'on craint que Pascal Lamy traîne les pieds.

15 juillet 1999, L'Agéfi suisse

Pascal Lamy. Prodi nomme un français au commerce jusque là chasse gardée des anglo-saxons

Exocet, bulldozer, rouleau compresseur, para... les qualificatifs sont tous semblables quand il s'agit de décrire Pascal Lamy, le nouveau commissaire européen chargé du Commerce.

Il est vrai que l'homme a plus l'air d'un officier de carrière que d'un de ces fonctionnaires de haut vol dont s'enorgueillit la France. Visage émacié, presque chauve, maigre et musclé; il paraît qu'il sourit rarement, qu'il fuit les réceptions et les cocktails. Il est vrai que quand on a la réputation de travailler douze heures par jour, six jours par semaine, on n'a plus guère de temps pour participer aux cocktails officiels qui rythment la vie de tout grand commis, que ce soit de l'Etat ou du secteur privé.

L'Etat ou le privé, Pascal Lamy connaît d'ailleurs les deux. Ne vient-il pas de démissionner du poste de numéro 2 du Credit Lyonnais pour rejoindre l'équipe de Romano Prodi? A son grand soulagement sans doute, car pour un homme comme Pascal Lamy, le secteur privé n'est qu'un pis-aller, une parenthèse dans une longue carrière passée dans les ministères.

D'abord à celui de Finances, où il entre comme conseiller technique de Jacques Delors, en 1981, avant de devenir directeur adjoint de son cabinet, deux ans plus tard. Jusque là rien que de bien normal pour un jeune Rastignac bardé de diplômes - HEC, ENA, Institut d'études politiques - et socialiste de surcroît. Mais l'homme est brillant, et sa carrière ne s'arrêtera pas avec le départ de son protecteur. En 1984 et 1985, il devient directeur adjoint du cabinet de Pierre Maurois, alors Premier ministre. Au départ de ce dernier, Pascal Lamy retrouve Jacques Delors, entre-temps nommé président de ce qui s'appelait alors la Commission des Communautés européennes. Au passage, il prend du galon, puisqu'il devient directeur du cabinet.

Un poste qu'il occupera pendant dix ans, jusqu'au départ du français, en 1994. Mon vrai travail, c'était d'écouter Delors rêver tout haut de l'avenir de l'Europe, au rythme de 20 grandes idées par semaine, puis de lui dire que 19 de ces 20 idées étaient irréalisables et de ne garder que celle qui était censée a-t-il un jour avoué à Charles Grant, un biographe anglais de Jacques Delors.

Au départ de ce dernier, Pascal Lamy devient vite l'homme providentiel pour le sauvetage du Credit Lyonnais. En effet, la banque doit en découdre avec Bruxelles pour justifier les milliards injectés par le gouvernement français, alors que Karel Van Miert, commissaire européen à la concurrence, veut la démanteler.

La bataille sera rude, mais les exigences françaises prévaudront. La banque sera donc recapitalisée, les désinvestissements resteront minimes, et après une restructuration drastique, elle sera introduite en Bourse. Une opération qui s'est achevée, avec le succès que l'on sait, la semaine dernière.

Sa mission terminée, il était temps que le gouvernement récompense enfin Pascal Lamy pour tous ces services rendus jusqu'ici dans l'ombre, pour que 174 celui qui a vu tant de ses anciens condisciples de l'ENA réussir en politique et devenir ministres décroche enfin son bâton de maréchal résume Jean Quatremer, notre confrère de Libération.

Un beau bâton de maréchal d'ailleurs, puisque l'ancien bras droit de Jacques Delors hérite d'un des portefeuilles les plus importants de la Commission, celui du commerce.

Un portefeuille qui semblait d'ailleurs chasse gardée des anglo-saxons et où il succède à des poids lourds comme Peter Sutherland et Leon Brittan. Ce qui a d'ailleurs fait grincer quelques dents à Londres et à Washington.

En effet, la France n'est pas connue pour être une ardente défenderesse du libéralisme et l'on craint que Pascal Lamy, très proche du gouvernement socialiste actuellement au pouvoir, traîne les pieds, alors que le prochain round de négociations de l'OMC est un des principaux dossiers auxquels il devra immédiatement s'attaquer.

Ce ne devrait pas être le cas, promettent ceux qui le connaissent bien. 174 Ses positions sur le commerce sont assez libérales, bien plus proches de celles de Londres ou de Washington que de celles du stéréotype du technocrate français estime Charles Grant.

Cette réticence anglo-saxonne ne sera d'ailleurs pas le seul obstacle que Pascal Lamy devra franchir à Bruxelles. En effet, Romano Prodi soi-même craint que le parlement, qui a désormais droit de regard sur la nomination des commissaires, cherche à faire payer au français les dérives du règne Delors, qui, à trop s'occuper des grands desseins de l'Union, n'avait pas passé assez de temps à réformer l'administration bruxelloise. Ce qui a amené à la gabegie que l'on connaît, aux affaires de népotisme et de collusion qui ont débouché sur la démission de Jacques Santer et de ses commissaires, au début de l'année.

Mais plus encore que cette grogne, le principal handicap de Pascal Lamy pourrait être son caractère trop tranché. Le nouveau commissaire n'est pas réputé pour sa diplomatie, ni pour sa patience envers des fonctionnaires et des collaborateurs qui n'arrivent pas à suivre son rythme. Une attitude qui devra changer s'il veut travailler efficacement. On ne survit pas cinq ans dans un environnement hostile rappelle Jean Quatremer.

Pascal Lamy en quelques dates

1975 Sort second de sa promotion de l'ENA, après un diplôme HEC et un autre de l'Institut d'études politiques de Paris

1981 Conseiller technique puis directeur adjoint du cabinet de Jacques Delors, alors ministre des finances

1983 Directeur adjoint du cabinet du premier ministre, Pierre Maurois

1985 Directeur du cabinet de Jacques Delors, devenu président de la Commission des Communautés européennes

1994 Directeur général, puis membre du comité exécutif du Credit Lyonnais

1999 Commissaire européen chargé du commerce.